

Le Directeur et l'ensemble du personnel de l'agence IEOM de Papeete vous souhaitent leurs meilleurs vœux pour l'année 2011

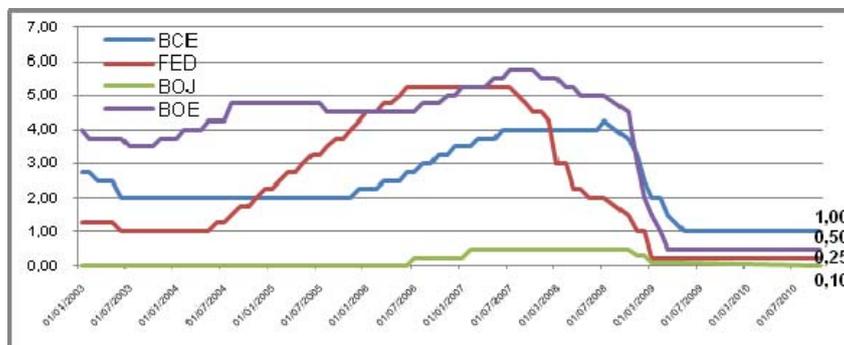
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE et la Fed maintiennent le statu quo monétaire

Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé le 13 janvier 2011 que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt resteront inchangés, à respectivement 1 %, 1,75 % et 0,25 %. Le Président de la BCE observe que «les données économiques récentes vont dans le sens d'une dynamique de fond positive de l'activité économique, malgré la persistance d'une forte incertitude et les tensions inflationnistes devraient demeurer contenues à moyen terme».

Le Comité monétaire de la Fed a maintenu le 14 décembre 2010 son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. Le Comité a décidé de poursuivre le programme de rachat d'actifs pour un montant de 600 milliards de dollars. Dans son communiqué, la Fed observe que le rétablissement de l'économie américaine se poursuit, mais à un rythme insuffisant pour réduire le chômage. Le PIB des Etats-Unis a progressé de 2,6 % en rythme annuel au troisième trimestre 2010 contre 2,5 % en seconde estimation.



PIB

Ralentissement de la croissance du PIB en Europe et en France au troisième trimestre 2010

Selon les secondes estimations d'Eurostat, le PIB de la zone euro et celui de l'UE27 ont progressé de respectivement 0,3 % et 0,5 % au troisième trimestre 2010 par rapport au trimestre précédent. Par rapport au troisième trimestre 2009, le PIB corrigé des variations saisonnières a augmenté de 1,9 % dans la zone euro et de 2,2 % dans l'UE27.

Selon les résultats détaillés des comptes nationaux publiés par l'INSEE, le PIB français en volume progresse de 0,3 % au troisième trimestre 2010 après 0,6 % au deuxième trimestre.

Chômage

Légère hausse du nombre de demandeurs d'emploi en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits au Pôle Emploi s'établit à 2 698 100 fin novembre 2010, soit une hausse de 0,8 % sur un mois en données CVS-CJO (+ 21 300 personnes). Sur un an, ce nombre croît de 2 % (+ 0,4 % pour les hommes et + 3,9 % pour les femmes) et le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans inscrits en catégorie A de 15,4 %.

Stabilité du taux de chômage dans la zone euro

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières atteint, selon Eurostat, 10,1 % en novembre 2010, inchangé par rapport à octobre. Il était de 9,9 % en novembre 2009. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne s'est élevé à 9,6 % novembre 2010. Il était de 9,4 % en novembre 2009.

Inflation

Légère hausse des prix en France

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,1 % sur un mois en novembre 2010 ; sur un an, il croît de 1,6 %. L'inflation sous-jacente en France s'élève en glissement annuel à 0,7 %.

Hausse de l'inflation dans la zone euro

Selon une estimation rapide d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 2,2 % en décembre 2010. Il était de 1,9 % en novembre.

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 21 décembre 2010 de laisser inchangé son principal taux directeur, dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,1 %. En novembre 2010, la production industrielle du Japon a progressé de 1 % par rapport à octobre. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont baissé de 0,5 % sur un an en novembre. Les dépenses de consommation des ménages ont reculé de 0,4 % en glissement annuel. Le taux de chômage CVS est estimé à 5 % contre 5,1 % en octobre. En novembre 2010, les exportations et les importations ont crû de respectivement 9,1 % et 14,2 % en glissement annuel et l'excédent commercial a chuté de 55,4 % en glissement annuel, à 1,47 milliard d'euros.

La Banque centrale de Chine relève à nouveau ses taux d'intérêt pour lutter contre l'inflation

La Banque centrale de Chine a relevé le 25 décembre 2010 les taux d'emprunt et de dépôts sur un an de 25 points de base pour les porter à respectivement 5,81 % et 2,75 % afin de lutter contre l'inflation. En novembre 2010, la production industrielle chinoise a progressé de 13,3 % en glissement annuel contre 13,1 % en octobre. L'indice chinois des prix à la consommation a crû de 3,2 % sur les onze premiers mois de l'année. En novembre, le taux d'inflation est estimé à 5,1 %. L'excédent de la balance commerciale chinoise s'est élevé à 22,9 milliards de dollars.

Informations bancaires

Nouvelles plaquettes tarifaires

En 2011, les banques mettront à la disposition de leurs clients une nouvelle génération de plaquettes tarifaires comprenant un sommaire-type commun à l'ensemble de la profession et un extrait standardisé des tarifs de 10 produits ou services courants. Ces nouvelles présentations des plaquettes tarifaires résultent de l'engagement pris dans le cadre du Comité consultatif du secteur financier (CCSF) par les représentants des banques françaises le 21 septembre 2010 afin de renforcer la transparence des tarifs bancaires.

Cet engagement s'est traduit par une norme professionnelle de la Fédération bancaire française (FBF) de présentation de ces plaquettes tarifaires. Selon cette norme, l'extrait standardisé comprend les tarifs des services suivants :

- l'abonnement permettant de gérer ses comptes sur l'Internet,
- le produit offrant des alertes sur la situation du compte par SMS,
- la carte de paiement internationale à débit immédiat,
- la carte de paiement à débit différé,
- la carte de paiement à autorisation systématique,
- le retrait en euros d'un distributeur automatique de billets d'un autre établissement de la zone euro avec une carte de paiement internationale,
- le virement SEPA occasionnel externe de la zone euro,
- les frais de prélèvement,
- la commission d'intervention,
- l'assurance perte ou vol de moyens de paiement

Cette norme s'appliquera aux plaquettes dont les tarifs entreront en vigueur le 1^{er} avril 2011.

Publications au Journal Officiel de la République

Réforme du crédit à la consommation

1 - Le décret n° 2010-1462 du 30 novembre 2010 fixant les seuils nécessaires à l'application des articles 6 et 11 de la loi 2010-737 du 1^{er} juillet 2010 portant réforme du crédit à la consommation a été publié au J.O du 2 décembre 2010.

Le décret fixe :

- un seuil de 1 000 euros à partir duquel les vendeurs en magasin auront l'obligation de proposer aux consommateurs le choix entre crédit amortissable et crédit renouvelable ;
- un montant de 3 000 euros à partir duquel des justificatifs devront être produits par l'emprunteur pour remplir la fiche de dialogue comprenant des informations relatives à l'endettement et au revenu du consommateur ;
- le montant de remboursement anticipé à partir duquel des indemnités de remboursement anticipé peuvent être réclamées par le prêteur à l'emprunteur ; le décret fixe ce montant à 10 000 euros sur douze mois.

2 – L'arrêté du 30 novembre 2010, publié au J.O du 2 décembre 2010, plafonne à 80 euros le montant des cadeaux offerts lors de la souscription d'un crédit à la consommation.

Ces mesures entreront en application le 1^{er} mai 2011.

Elargissement de la zone euro

Depuis le 1^{er} janvier 2011, l'Estonie est devenue le 17^e pays membre à rejoindre la zone euro.

Publications

1 - Comité consultatif du secteur financier (CCSF)

Le rapport d'activité 2009-2010 du CCSF est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :
<http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/publications/rapports/rapport-annuel-ccsf-09-10.htm>

2 – Banque de France

- La médiation du crédit, Christian Liebert, Direction générale des Activités fiduciaires et de place
- La loi sur le crédit à la consommation : la protection de la clientèle au cœur de la prévention et du contrôle bancaire et assurantiel, Cécile Sellier, Secrétariat général de l'Autorité de contrôle prudentiel
- Le dispositif de traitement des situations de surendettement des particuliers : les principaux effets de la loi Lagarde, Mark Béguery, Direction de la Surveillance des relations entre les particuliers et la sphère financière.

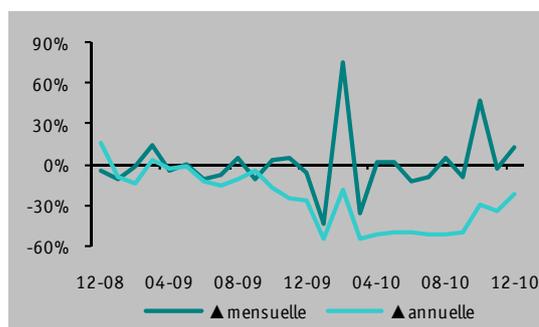
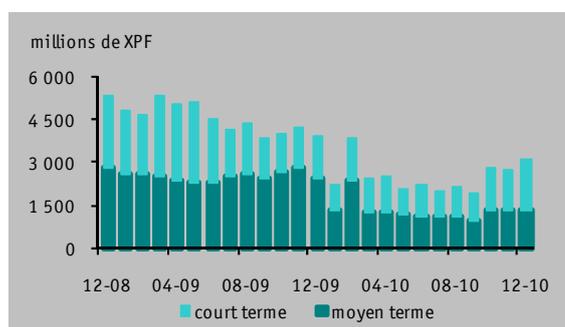
Ces articles, publiés dans le Bulletin de la Banque de France n° 182, sont disponibles à l'adresse suivante :
<http://www.banque-france.fr/fr/publications/bulletin/bul182.htm>

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Contraction du refinancement en rythme annuel

en millions de F CFP	déc-09	nov-10	déc-10	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 523	1 388	1 706	22,9%	12,0%
Utilisations à moyen terme	2 376	1 324	1 331	0,5%	-44,0%
Refinancement total	3 899	2 712	3 037	12,0%	-22,1%



Cotation

Hausse sur le mois du nombre d'entreprises éligibles au refinancement de l'IEOM, mais baisse sur l'année

en nombre	déc-09	nov-10	déc-10	▲/mois	▲/an
Entreprises cotées :	4 960	6 332	6 367	0,6%	28,4%
dont ent. cotées sur doc. comptable valide	1 419	1 196	1 228	2,7%	-13,5%
Entreprises éligibles au refinancement IEOM	1 464	1 438	1 452	1,0%	-0,8%

Compensation

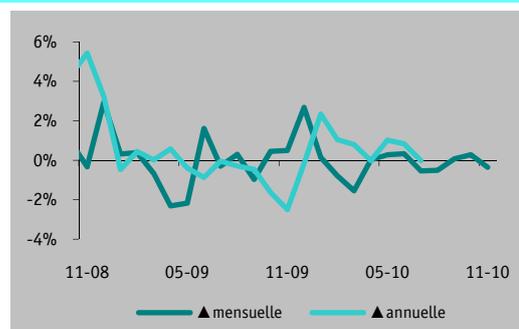
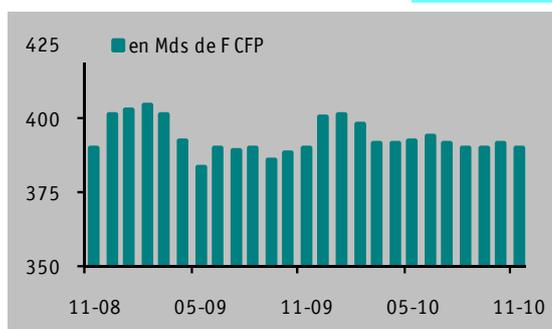
Progression sur le mois des valeurs échangées

	nov-10	déc-10	▲/mois	Cumul 2010	▲ cumul/an
Nombre	993 790	1 232 501	24,0%	11 938 426	-4,5%
Montant (millions de F CFP)	88 994	106 778	20,0%	1 102 300	-3,7%

Masse monétaire

Stagnation tant sur le mois que sur l'année

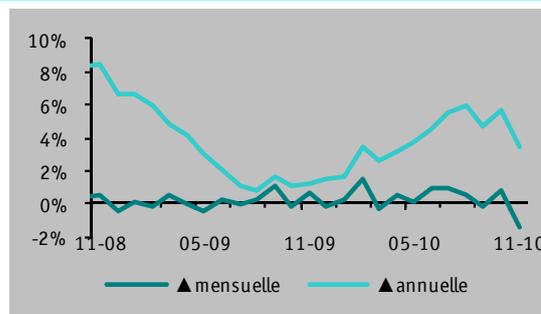
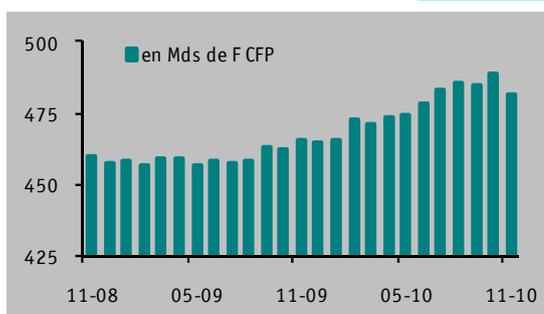
en millions de F CFP	nov-09	oct-10	nov-10	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	14 034	14 222	16 518	16,1%	17,7%
Dépôts à vue	155 677	155 650	153 461	-1,4%	-1,4%
Comptes sur livrets	108 100	108 212	107 784	-0,4%	-0,3%
Comptes d'épargne logement	214	219	224	2,1%	4,6%
Dépôts à terme	102 231	108 297	107 416	-0,8%	5,1%
Autres	9 298	4 353	4 085	-6,2%	-56,1%
Total M3	389 554	390 953	389 488	-0,4%	0,0%



Concours des banques locales à l'économie

Recul sur le mois de novembre de l'encours des crédits bancaire octroyés

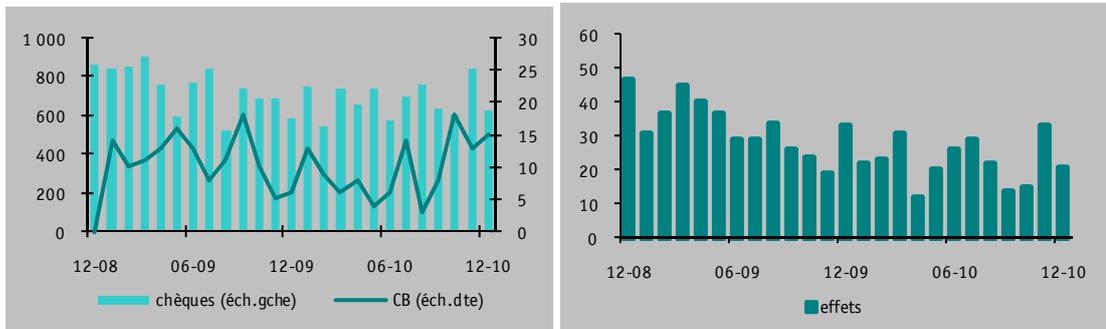
en millions de F CFP	nov-09	oct-10	nov-10	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	133 008	138 704	135 694	-2,2%	2,0%
Crédits d'équipement	65 895	62 692	62 515	-0,3%	-5,1%
Crédits à l'habitat	155 011	155 532	154 767	-0,5%	-0,2%
Autres crédits	73 516	83 677	76 393	-8,7%	3,9%
Créances dout. brutes	37 719	48 038	51 944	8,1%	37,7%
Total CCB	465 150	488 643	481 313	-1,5%	3,5%



Incidents de paiement

Repli du nombre d'incidents de paiement sur le mois

en nombre	déc-09	nov-10	déc-10	▲/mois	▲/an
Incidents de paiements :	620	884	662	-25,1%	6,8%
- sur chèques	581	838	626	-25,3%	7,7%
- sur effets	33	33	21	-36,4%	-36,4%
- retraits de cartes bancaires	6	13	15	15,4%	150,0%



Interdits bancaires

Recul en décembre du nombre de personnes physiques et morales frappées d'une interdiction bancaire

en nombre	déc-09	nov-10	déc-10	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	3 823	3 804	3 725	-2,1%	-2,6%
- dont personnes physiques	3 389	3 364	3 295	-2,1%	-2,8%
- dont personnes morales	434	440	430	-2,3%	-0,9%

3 – Brèves économiques locales

Le logement social

Mise en œuvre d'un programme de 120 logements

Conformément à la loi de Finances pour 2011, qui prévoit la cession gratuite de terrains appartenant à l'Etat, le domaine Labbé (côte est de Tahiti) devrait accueillir un ensemble de 120 logements sociaux. Par le biais du Contrat de projets 2008-2013, l'Etat et la Polynésie française ont désigné l'Office polynésien de l'habitat (OPH) pour la réalisation de cet ensemble. Outre les habitations, il comprendra également des équipements de loisir (aire de jeux pour les enfants, pour la pratique sportive...). Doté de 2,7 milliards de F CFP, il devrait démarrer courant 2011 pour une livraison en 2013.

Haut-commissariat

Départ de Adolphe Colrat

Le 7 janvier, Adolphe Colrat, haut-commissaire en Polynésie française depuis juillet 2008, quitte le pays pour rejoindre sa nouvelle affectation, la préfecture de Meurthe et Moselle. Il est remplacé par Richard Didier, qui a déjà une expérience de l'outre-mer ; en effet, il a été secrétaire général pour les affaires économiques en Guyane, puis conseiller du Président de la République pour l'outre-mer et enfin préfet de Wallis & Futuna.

Agriculture

Création d'une structure centralisée de commercialisation des produits agricoles

Fin décembre, le président du Pays a signé, avec les partenaires privés du projet, les accords instituant la SA Kai Hotu Rau. Cette société, détenue à 49 % par des actionnaires privés et à 51 % par le Pays, a pour but d'améliorer la commercialisation, la production, la qualité des produits et les revenus des producteurs, en permettant la structuration de l'ensemble de la filière agricole.

Doté d'un capital de 200 millions de F CFP, la SA Kai Hotu Rau a pour vocation première d'assurer la collecte des fruits et légumes provenant des archipels éloignés, et de prendre en charge toute la chaîne de commercialisation, depuis le tri jusqu'à la vente, en passant par le nettoyage et le calibrage des produits. Son action doit permettre d'une part, de garantir la régularité de l'approvisionnement, d'autre part, la stabilité et l'accroissement des revenus des agriculteurs, le déchargeant de toutes les tâches non liées directement à la production.

Néanmoins, la nouvelle structure ne fait pas l'unanimité, la Fédération des agriculteurs n'y étant pas partie prenante.

Comparaison spatiale des prix Polynésie française/France métropolitaine

Diffusion d'une étude CEROM sur les écarts de prix entre la Polynésie française et la Métropole

En mars 2010, une enquête a été menée afin d'établir des relevés de prix dans les deux géographies. Puis une comparaison portant uniquement sur les prix et fondée sur un même panier de produits consommés par les ménages a été établie, sans considération pour le revenu disponible.

Il ressort que les prix sont en moyenne 26 % plus élevés en Polynésie française qu'en Métropole. Toutefois, les différences de modes de vie des ménages polynésiens et français impliquent des structures de consommation hétérogènes ; ainsi en Polynésie française, l'alimentaire compte pour environ 25 % du budget des ménages, il ne représente que 15 % de celui des ménages français. De même, le budget des loisirs atteint 10 % du total en France contre seulement 5 % en Polynésie française.

L'étude s'est donc attachée à comparer également en fonction de la structure des dépenses : un ménage métropolitain qui ne modifierait pas son comportement de consommation subirait une hausse de 51 % de son budget en Polynésie française alors qu'un ménage polynésien s'installant en France dans les mêmes conditions verrait le sien diminuer de 5 %.

Comptes 2010 de la CCISM

Déficit de 41 millions de F CFP pour la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers

L'assemblée générale de la CCISM, qui s'est tenue fin novembre dernier, a constaté, à l'arrêté des comptes provisoires 2010, un accroissement des charges de 117 millions de F CFP (+ 17 % par rapport à 2009). Cette évolution s'expliquerait, pour une part importante, à des dépenses exceptionnelles, effectuées notamment à l'occasion de l'exposition universelle de Shanghai (89 millions) et de la célébration des 130 ans de la CCISM (15 millions).

Afin de préserver l'équilibre des comptes requis par ses statuts, la CCISM a dû prélever 41 millions de F CFP sur ses réserves.

Chèque emploi service aux particuliers

Un dispositif de lutte contre le travail non déclaré

Trois mois après son lancement, en septembre dernier, la ministre du travail et de l'emploi, présente un premier bilan encourageant sur le chèque emploi service aux particuliers.

Il aurait permis l'embauche de 307 personnes et l'émergence de 324 employeurs particuliers. Sur les 20 000 prévus au départ, 14 000 chèques avaient été vendus au 31 décembre 2010.

Pour 2011, le gouvernement espère la création de 1 300 emplois supplémentaires.

Dispositifs pour le logement

Adoption des PAP et PIL à l'APF

Le 14 janvier 2011, la commission permanente de l'Assemblée de Polynésie française (APF) a voté les projets de délibération relatifs au prêt d'accès à la propriété (PAP) et au prêt incitatif au logement (PIL). Compléments des mesures adoptées en septembre 2010, ils vont permettre de répondre à la centaine de demandes non encore satisfaites.

4 – Brèves économiques régionales

Inondations en Australie

Conséquences sur la croissance australienne et les cours internationaux des matières premières

Les inondations exceptionnelles qui touchent le nord-est de l'Australie depuis la fin de l'année 2010 concernent plus particulièrement deux secteurs, l'industrie minière et l'agriculture. Mme Bligh, premier ministre du Queensland, annonce que la production a dû s'interrompre dans 75 % des mines de charbon. Pour ce qui est des productions agricoles, la zone touchée représente 42 % de la récolte nationale de blé et 75 % de celle de colza.

Or, l'Australie est un exportateur majeur de matières premières, fournissant la moitié du coke consommé par l'industrie sidérurgique mondiale. Ces événements ont contribué à alimenter les tensions sur les cours mondiaux des matières premières. En l'espace d'un mois, le charbon sidérurgique a vu son cours passer de 225 US\$ la tonne à 253 et le cours du blé a progressé de plus de 20 %.

A court terme, les intempéries pourraient coûter à l'Australie plus de 10 milliards d'euros de pertes, soit un demi à un point de PIB. Néanmoins, grâce au soutien de la demande asiatique et aux besoins de la reconstruction, l'activité devrait se reprendre dès le second semestre 2011.

Perspectives de croissance en Nouvelle-Zélande

Rebond probable au 4^e trimestre 2010 après le repli du PIB au 3^e trimestre

La difficile reprise de l'économie néo-zélandaise s'est illustrée par un recul du PIB de 0,2 % au 3^e trimestre 2010, et une révision à la baisse au 2^e trimestre, de + 0,2 % à + 0,1 %. Parmi les plus fortes contributions à la baisse sur la période juillet-septembre, figurent le secteur primaire et la construction.

L'enquête réalisée au 4^e trimestre par le New Zealand Institute of Economic Research (NZIE) témoigne de l'amélioration de la confiance des entreprises, le solde d'opinion passant de - 8 % à + 3 % (cvs). Même si le rebond concerne majoritairement les grandes entités et l'île du Nord, l'île du Sud ayant été touchée par un puissant séisme en septembre dernier, la plupart des secteurs économiques ressentent une embellie en décembre.

Toutefois, les experts du NZIER estiment que la faiblesse du marché immobilier et la politique de restriction budgétaire du gouvernement risquent de peser, à moyen terme, sur les perspectives de croissance.

Les indicateurs de référence

	date	2009	m-1	2010	▲/mois	▲/an	
Indicateurs macroéconomiques							
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	déc.	102,6	103,6	104,4	0,7%	1,7%	
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	oct.	122,6	120,4	120,2	-0,2%	-2,0%	
Commerce extérieur	<i>Exportations (en M F CFP)</i>	déc.	1 312	1 199	1 038	-13,4%	-20,8%
	<i>Importations (en M F CFP)</i>	déc.	12 849	13 259	14 035	5,9%	9,2%
<i>(source : ISPF)</i>							
Entreprises							
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	nov.	2 000	2 552	2 300	-9,9%	15,0%	
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	oct.	200	168	154	-8,3%	-23,0%	
	<i>Camions</i>	oct.	11	6	2	-66,7%	-81,8%
	<i>Camionnettes</i>	oct.	189	162	152	-6,2%	-19,6%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	déc.	434	440	430	-2,3%	-0,9%	
<i>(sources : ISPF, IEOM)</i>							
Ménages							
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	nov.	2 288	1 926	2 394	24,3%	4,6%	
Importations de produits alimentaires (M CFP)	nov.	2 709	2 661	3 123	17,4%	15,3%	
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	oct.	423	369	367	-0,5%	-13,2%	
Personnes physiques en interdiction bancaire	déc.	3 389	3 364	3 295	-2,1%	-2,8%	
<i>(sources : ISPF, IEOM)</i>							
Secteurs							
Agriculture							
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	nov.	2 810	577	754	30,6%	-73,2%	
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	nov.	63	79	60	-24,3%	-5,0%	
BTP							
Importations de ciment (en M F CFP)	nov.	107	130	131	0,4%	22,5%	
Importations de bois transformé (en M F CFP)	nov.	93	177	149	-16,0%	59,4%	
Industrie							
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	nov.	30	31	33	6,1%	9,6%	
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	nov.	107	97	63	-35,0%	-40,7%	
Tourisme							
Trafic aérien (nb)	oct.	45 586	42 777	48 162	12,6%	5,7%	
Nombre de touristes	sept.	14 888	15 087	15 160	0,5%	1,8%	
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	déc.	41,7%	63,3%	49,9%	-13,4pts	+ 8,2pts	
<i>(sources : ISPF, CPH)</i>							
Indicateurs financiers (Encours banques locales en M FCFP)							
Dépôts							
Ménages	<i>Dépôts à vue</i>	nov.	57 118	58 327	56 988	-2,3%	-0,2%
	<i>Comptes sur livret</i>	nov.	101 256	102 809	101 607	-1,2%	0,3%
	<i>Dépôts à terme</i>	nov.	55 414	51 607	52 544	1,8%	-5,2%
Entreprises	<i>Dépôts à vue</i>	nov.	74 716	80 111	81 612	1,9%	9,2%
	<i>Dépôts à terme</i>	nov.	35 547	43 878	38 022	-13,3%	7,0%
Encours bancaires							
Ménages	<i>Crédits de trésorerie</i>	nov.	89 689	85 816	81 646	-4,9%	-9,0%
	<i>Crédits à l'habitat</i>	nov.	129 850	132 356	132 160	-0,1%	1,8%
Entreprises	<i>Crédits de trésorerie</i>	nov.	41 679	50 938	52 286	2,6%	25,5%
	<i>Crédits d'équipement</i>	nov.	56 588	53 421	53 246	-0,3%	-5,9%
Créances douteuses							
	<i>Créances douteuses brutes</i>	nov.	37 528	47 992	51 940	8,2%	38,4%
<i>(source : IEOM)</i>							

5 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,00%	13/05/2009
taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	4,00%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,40% à 5,85% (Taux SGFGAS à partir du 01/02/2011)
taux de la facilité de prêt marginal	19/05/2009	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	19/05/2009	1,75%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	31/12/2010	30/11/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08	taux de base bancaire	taux	date d'effet
EONIA	0,8170%	0,5390%	+ 0,278 pt	0,4100%	+ 0,407 pt	banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
EURIBOR 1 mois	0,7820%	0,8100%	- 0,028 pt	0,4530%	+ 0,329 pt	banques locales	7,10%	01/07/2010
EURIBOR 3 mois	1,0060%	1,0280%	- 0,022 pt	0,7000%	+ 0,306 pt	taux d'intérêt légal		JORF
EURIBOR 6 mois	1,2270%	1,2600%	- 0,033 pt	0,9940%	+ 0,233 pt	année 2010	0,65%	11/02/2010
EURIBOR 12 mois	1,5070%	1,5300%	- 0,023 pt	1,2480%	+ 0,259 pt	année 2009	3,79%	11/02/2009

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	31/12/2010	30/11/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08	Définitions			
TEMPE	0,4902%	0,5777%	+ 0,239 pt	0,3476%	+ 0,469 pt	EONIA: Euro OverNight Index Average			
EURIBOR 1 mois	0,8110%	0,8330%	- 0,022 pt	0,4790%	+ 0,332 pt	TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA			
EURIBOR 3 mois	1,0220%	1,0420%	- 0,020 pt	0,7120%	+ 0,310 pt	EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate			
EURIBOR 6 mois	1,2510%	1,2690%	- 0,018 pt	0,9950%	+ 0,256 pt	TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)			
EURIBOR 12 mois	1,5260%	1,5400%	- 0,014 pt	1,2420%	+ 0,284 pt	TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)			
TMO	3,5900%	3,2500%	+ 0,340 pt	3,7400%	- 0,150 pt	TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)			
TME	3,3900%	3,0500%	+ 0,340 pt	3,5400%	- 0,150 pt				
TRBOSP	3,6500%	3,3700%	+ 0,280 pt	3,7600%	- 0,110 pt				

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	31/12/2010	30/11/2010	31/12/2009	31/12/2010	30/11/2010	31/12/2009	31/12/2010	30/11/2010	31/12/2009
taux JJ	0,230%	0,250%	0,145%	0,080%	0,140%	0,430%	0,490%	0,500%	0,465%
3 mois	0,476%	0,435%	0,375%	0,110%	0,350%	0,305%	0,820%	0,800%	2,850%
10 ans emprunts phares	3,310%	2,790%	3,840%	1,120%	1,180%	nd	3,400%	3,240%	3,020%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er janvier 2011)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,01%
Prêts à taux fixe	5,51%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	4,97%
Prêts à taux variable	4,96%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	5,65%
Prêts relais	5,88%	Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,77%
Crédits de trésorerie		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,63%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 920 XPF	21,31%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 920 XPF	19,67%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 920 XPF	7,77%		Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	89,3068	1 NZD/XPF	69,3789	1 HKD/XPF	11,4901	1 GBP/XPF	138,6369
100 JPY/XPF	1 AUD/XPF	90,8433	1 SGD/XPF	69,6380	100 VUV/XPF	93,8452	1 FJD/XPF	48,8964

Directeur de la publication : Y. BARROUX - Responsable de la rédaction : M. REMBLIN - Éditeur et imprimeur: IEOM - Agence de la Polynésie française 21, rue du Docteur Cassiau - BP 583 - 98713 Papeete RP
Dépôt légal : janvier 2011 - Achevé d'imprimer le 21 janvier 2011 - N° ISSN 1240-3830

